Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 35

p.a.f. 0,60 € - **septembre 2013**

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Le capitalisme : une société barbare

Dans ce numéro:

Stop aux expulsions !

Tecteo : en route pour l'infini et au-delà

L'enseignement sacrifié sur l'autel du profit

Afrique du Sud : Grève dans l'automobile

Charleroi : quand une ville chasse ses habitants

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Quand les brebis n'ont plus besoin de pasteur

Il y a 50 ans le pasteur Martin Luther King était assassiné par un partisan de la ségrégation raciale. A cette époque, de nombreux états des Etats-Unis pratiquaient encore la ségrégation raciale, et de nombreux jeunes noirs américains se battaient pour y mettre fin.

Loin d'arrêter cette révolte, l'assassinat de Martin Luther King ouvrit les yeux de ceux qui croyaient que des protestations pacifiques et des discours pouvaient changer les choses.

Le mouvement noir américain s'est dès lors appuyé sur une jeunesse militante radicale, dont beaucoup comprenaient que pour en finir avec les divisions raciales, il fallait mettre à bas le capitalisme.

Leur combat leur a ouvert bien des portes : celles des écoles ou universités où ils n'étaient pas admis, celles des transports en communs, restaurants, cinémas "réservés aux blancs", celles des bureaux de vote aussi… Cela a permis une amélioration pour une partie de la communauté noire… pendant un certain temps.

Aujourd'hui, la bourgeoisie américaine accepte d'être



représentée par un président noir soutenu par les fonds capitalistes.

Quant à une véritable égalité, elle ne pourra être imposée que par les travailleurs noirs et blancs unis et organisés contre ce système capitaliste.

Leurs profits ou nos vies

D'après la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, un tiers de la production mondiale de nourriture – soit plus d'un milliard de tonnes – est jeté ou perdu chaque année. Et cela alors que près d'un milliard de personnes souffrent de la faim !

Tant que les capitalistes assoiffés de profits dicteront leur loi, les besoins humains aussi élémentaires que se nourrir ne seront pas remplis. La seule solution c'est de mettre la production sous le contrôle des travailleurs !

Triste anniversaire

Le 15 septembre 2008, la faillite de la banque Lehman Brothers déclenchait la plus grande crise économique depuis 1929. Depuis cinq ans, les travailleurs de toute la planète continuent de subir le recul de la production, le chômage de masse, l'austérité pour rembourser les cadeaux consentis aux banquiers par les Etats. Pendant ce temps, les banques, sauvées et renflouées, voient leurs profits repartis à la hausse. Elles drainent toutes les richesses disponibles pour spéculer, préparant ainsi le prochain crash.

Oubliés les discours sur la « régulation » des banques et du capitalisme ! La seule façon de réguler, serait de les exproprier sans indemnités ni rachat.

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention à **voix.d.travailleurs@gmail.com**, ou par téléphone au **0479-44 81 52**.
Site internet de nos camarades français: **http://www.lutte-ouvriere.org**

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Contre la barbarie capitaliste !

Depuis le 6 septembre, plusieurs familles afghanes occupent un bâtiment vide à Bruxelles dans l'espoir de pouvoir faire revenir le gouvernement sur sa décision de leur expulsion vers l'Afghanistan. Cette action est la suite d'une mobilisation qui dure depuis juillet et qui concerne plus de 300 personnes désormais sans titre de séjour et donc aussi sans logement et sans ressource, dont de nombreux enfants.

Le pays qu'ils ont fui, et où le gouvernement veut les renvoyer, est un pays en guerre où les garçons sont fréquemment enlevés pour servir d'enfants soldats et où le sort des filles est celui d'une vie d'esclave prisonnière à la merci d'un mari qui a tous les droits.

Tout ce que la secrétaire d'État à l'asile, Maggie De Block, avec l'ensemble du gouvernement derrière elle, a trouvé à répondre c'est de reprocher à ces parents de « se servir de leurs enfants pour faire du chantage émotionnel » et de prévenir qu'elle ne cèdera pas à ce genre de « chantage ».

Vouloir assurer une vie meilleure, ou la vie tout court, à ses enfants et à soi-même est pourtant un sentiment humain élémentaire. Un sentiment que cette société parvient à criminaliser, à affubler de l'étiquette « illégale ».

Rien que cela témoigne du degré de barbarie de cette société capitaliste où le profit vaut plus que les vies humaines.

La guerre d'Afghanistan est emblématique à cet égard. Cette guerre qui dure depuis 12 ans a déjà coûté des dizaines de milliers de morts et des milliers de milliards de dollars avec pour tout résultat d'ajouter des destructions aux destructions. Rien que la petite Belgique, pour qui cela semble si difficile d'assurer une vie digne à quelques milliers de personnes qui frappent à sa porte, dépense bon an mal an des dizaines de millions d'euros – et sans doute plus – pour participer à cette guerre qui lui permet de maintenir son potentiel militaire et de rester dans la course pour la fourniture d'armes.

Une petite fraction de l'argent dépensé pour cette seule guerre parmi tant d'autres permettrait d'en finir avec la faim dans le monde. Les hautes technologies, le travail d'ingénieurs de haut vol investi dans la conception et la fabrication d'engins de guerre sophistiqués, auraient permis de hisser le niveau de vie de l'Afghanistan et de bien d'autres pays à celui qui est le nôtre ici. Et du coup cela aurait fait reculer l'obscurantisme et le désespoir, plutôt que de ne laisser d'autre choix à la population que de fuir les bombardements ou d'être entraînée dans la guerre.

Mais pour les capitalistes, cela voudrait dire renoncer aux profits : ceux des entreprises d'armement notamment. Cela voudrait dire pour les États riches, dont la Belgique, renoncer à leur domination sur le monde, laquelle assure des matières premières bon marché aux grandes entreprises. Pour qu'une poignée de riches actionnaires accumule d'énormes profits, il faut que le reste du monde subisse la guerre, la misère et les dictatures.

Pour que les formidables moyens technologiques dont l'humanité dispose aujourd'hui puissent servir à l'humanité toute entière et la faire sortir de la barbarie, il n'y a pas d'autre moyen que d'exproprier les capitalistes. Et il faudra que la classe ouvrière, la classe qui fait tout fonctionner, prenne en main la direction de toute la société.

Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, mais par rapport aux réfugiés qui parviennent à fuir ce vaste enfer et se retrouvent chez nous, nous devons choisir notre camp : nous ne pouvons pas être du côté du gouvernement qui fait expulser quotidiennement des personnes, ce qui revient souvent à les condamner à la mort dans les pays qu'ils ont fui. Car le gouvernement expulse ces réfugiés pour les mêmes raisons et les mêmes intérêts que lorsqu'il impose le gel des salaires déjà trop bas, qu'il fait la chasse aux chômeurs et abreuve de faveurs les capitalistes licencieurs… Ce sont deux volets de la même politique dévouée aux intérêts des capitalistes. Ce sont deux aspects de la même guerre que la classe des capitalistes mène contre les travailleurs. Voilà ce qu'ils voudraient nous faire oublier quand ils tentent de nous faire croire que ce sont les exploités d'ailleurs qui sont la source de nos problèmes ici.

Le camp des travailleurs c'est celui d'un avenir humain. Notre camp est tout choisi : Stop aux expulsions !

NGK Ceramics Baudour : Le compte n'y est pas !

A l'occasion du renouvellement de leur convention, le mécontentement des 200 travailleurs de NGK Ceramics, une usine qui fabrique des pots catalytiques à Baudour, s'est exprimé. Fin juin-début juillet, ils ont fait une heure de grève par équipe, en fin de poste, pendant deux semaines, avec comme revendication une prime de 800 euros net cette année et une autre du même montant l'an prochain. En réponse, la direction a retiré sur la paie 2 heures… par heure de grève effectuée, ce qui est un vol manifeste et totalement illégal.

Lors de la réunion de conciliation, tenue mi-juillet, la direction a proposé de verser deux fois 600 euros, plus 53 euros (pour les deux années). Elle a ajouté que si les travailleurs acceptaient, elle consentirait à rendre les heures qu'elle a volées. Madame est trop bonne !

Lors des assemblées organisées par les syndicats, juste avant les vacances d'été, l'opinion générale était de ne pas céder au chantage patronal. Les ouvriers ont très majoritairement voté contre les propositions du patron. Ce dernier, qui a des commandes en souffrance, a sollicité un autre rendez-vous dès la fin août. Il n'en est pas question « Il attendra septembre ». Bien au contraire, les ouvriers ont décidé de refuser le travail en « non-stop » (cela consiste à ne pas arrêter la production en se relayant au travail pendant les pauses) ainsi que toute heure supplémentaire d'ici septembre, et de l'attaquer en justice pour la retenue illégale des heures pourtant travaillées.



Mais en rentrant des vacances, les travailleurs se sont rendus compte que la réunion en août avait bien eu lieu et le patron avait pu négocier un accord sur la prime derrière leur dos. Visiblement, les permanents syndicaux étaient plus sensibles aux arguments bidons de la direction, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas de leur prime à eux. Alors le compte n'y est toujours pas, et le patron comme les permanents syndicaux auront peut-être des surprises.

ArcelorMittal : Marcourt comédien et complice

Après l'annonce de la fermeture de la moitié des lignes du froid et la suppression de 1300 emplois par Arcelor Mittal, le ministre Marcourt a joué durant 8 mois la comédie face à la multinationale : les grandes envolées lyriques, la recherche d'un repreneur (avec les coûteux services de la banque de Groof), la menace d'un décret de nationalisation. Aujourd'hui, le ministre s'engage… à demander à ArcelorMittal de reprendre les négociations.

Après cet étalage honteux d'impuissance, ArcelorMittal peut se permettre d'utiliser des ultimatums pour imposer ses conditions aux travailleurs. Dans leur lutte contre les capitalistes, les travailleurs ne peuvent pas compter sur ceux qui les lanternent en prenant des postures ou en lançant des grands mots.

Brussels Airlines : grève sur la piste de décollage

Le personnel de Brussels Airlines est au bord de la grève. Les économies décidées par la direction de l'entreprise se traduisent en effet par un sous-effectif chronique. Le personnel demande une limitation des heures supplémentaires et des pauses qui laissent la possibilité de manger régulièrement des repas sains.

Ces revendications semblent être encore de trop pour la direction ! Les travailleurs sont donc bien obligés de rappeler que pour faire voler des avions, il ne faut pas que du kérosène.

Afrique du Sud : Grève dans l'automobile

Depuis le 19 août dernier, les ouvriers de sept constructeurs automobiles (BMW, Ford, GM, Toyota, VW et Nissan) ainsi que de deux usines de poids lourds (UD-trucks et MAN) sont en grève. Ils réclament des augmentations de salaire (en moyenne 650 euros par mois), le paiement à 100% du chômage partiel, et des primes pour le transport et le logement.

Devant leur détermination, les patrons ont en partie dû céder à leurs revendications. Mais dans plusieurs usines, la grève continue.

France : Débrayages chez PSA

Après la suppression de milliers d'emplois et la fermeture en cours de l'usine à Aulnay, PSA mène une nouvelle offensive, cette fois contre les salaires, par les baisses de primes et plus de flexibilité.

Ces attaques massives ne passent pas. Les 10 et 11 septembre des débrayages ont eu lieu dans différentes usines. A Mulhouse, les chaînes de montage ont été arrêtées et à Sochaux le directeur qui voulait faire son show devant 4 000 salariés s'est fait huer. La direction qui craint la colère des ouvriers a annoncé des premiers reculs.

Ceux qui ont débrayé montrent donc la voie à suivre, et pas que chez PSA.

Egypte :

Bruit de bottes au Caire

L'armée égyptienne, après avoir réprimé lourdement les islamistes partisans de l'ancien président Morsi, oriente maintenant sa répression contre la gauche. Ceux qui dénoncent le régime sont tabassés ou envoyés en prison sans aucun procès.

L'armée avertit ainsi les classes populaires de ce qui leur en coûterait de se mobiliser pour leurs revendications. C'est pourtant le seul moyen d'exiger un emploi et de défendre leur salaire et leurs conditions de travail.

Pour cela, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur nombre, leur force, et sur la conscience que tous ceux qui se succèdent au pouvoir sont leurs ennemis.

Turquie :

Les manifestants affrontent la police

Le 9 juillet, la police turque a tué un jeune manifestant de 22 ans. Depuis juin dernier, des centaines de milliers de personnes à travers le pays se mobilisent contre le gouvernement islamo-conservateur d'Erdogan. En trois mois, la répression a déjà fait six morts et 8000 blessés.

Malgré cela, les jeunes, entre autres, ont continué à descendre dans les rues et à affronter les forces de police.

La brutalité de la répression ne semble pas réussir à éteindre la colère de la jeunesse.

Syrie :

La guerre continue

Les frappes américaines et françaises contre la Syrie pour « punir » le régime d'avoir utilisé des armes chimiques contre la population, sans cependant « vouloir la chute du régime de Bachar Al Assad », n'auront finalement pas lieu dans l'immédiat.

Ce que démontre toute cette mise en scène diplomatique, c'est que cette guerre est devenue depuis longtemps un affrontement, par milices et régime interposés, entre les différentes puissances, régionales ou mondiales.

Le « printemps arabe » et les premières manifestations du début de 2011 ouvraient peut-être une possibilité pour le peuple syrien de sortir de décennies de dictature et d'oppression. Le régime dictatorial d'Assad ne lui en a pas laissé la possibilité ; mais de leur côté ni les puissances voisines, ni les grandes puissances, impérialistes en tête, ne souhaitaient que les peuples se révoltent. Toute la mise en scène autour de l'affaire des armes chimiques ne suffira pas à masquer leur responsabilité.

USA :

Ça se passe comme ça, chez Mac Donalds !

En juillet, les employés de la chaîne de restauration rapide aux USA déclenchaient un premier mouvement de grève pour des augmentations de salaire dans 7 grandes villes du pays, dont New-York, Chicago, Detroit… Cette fois, la grève a repris et s'étend à 50 villes américaines ! Les grévistes réclament un salaire minimum à 15 $ de l'heure (11,31€/h), plus du double des 7,25 $ actuels (5,45€/h). Beaucoup sont des chefs de familles dont le salaire atteint à peine 630 € par mois. Les grévistes sont conscients que la lutte sera difficile, mais comme l'explique l'une d'entre eux : "ils font des millions de profits à partir de notre travail, ils peuvent nous payer plus".

Allemagne :

Pourquoi les actionnaires ne prennent pas le train

Mayence, une ville grande comme Gand, capitale du Land de Rhénanie-Palatinat en Allemagne, n'a été desservie que par des omnibus cet été. Faute de personnel, les trains rapides (ICE) devaient la contourner. La pénurie de personnel, de matériel, la vétusté des infrastructures ont atteint un point tel que même les libéraux allemands réclament "moins de privatisations, plus de personnel". Entretemps, grâce aux bénéfices réalisés en Allemagne, la DB (chemins de fer allemands) est devenu un groupe logistique présent dans 140 pays et est par exemple "le premier transporteur de vin en Australie"…

USA :

Detroit, une ville ouvrière dépecée par les requins de la finance

En juillet, la ville américaine de Detroit a été déclarée en faillite. C'est là le résultat d'un véritable pillage des finances de la ville. C'est entre autres la conséquence de décennies de cadeaux faits au patronat automobile, qui allaient jusqu'à la construction d'usines entières. Aujourd'hui elles sont délaissées et tombent en ruine. Ce sont les licenciements massifs dans l'automobile. Et ce sont les banques qui ont imposé des taux d'intérêts usuriers à la ville et l'ont obligée à accepter des placements douteux qui ont perdu toute valeur lors de la crise de 2008. Une opération de chantage dont a également profité la banque Dexia…

Les autorités communales ont fait payer la population en fermant des bibliothèques, des écoles, des casernes de pompiers, des dispensaires médicaux, elles ont supprimé des logements sociaux et jusqu'à l'éclairage public, en laissant les



quartiers ouvriers se délabrer et se transformer en zones de non droit.

Pour nous, ici en Belgique où les difficultés financières des communes vont croissantes – et pour les mêmes raisons – le sort de la population de Detroit est un avertissement.

Patrons, ouvriers : on fait comptes séparés

Les organisations patronales se plaignent que le coût du travail "est 16% plus élevé en Belgique que dans les pays voisins". Les organisations syndicales font remarquer que compte tenu des subsides records versés aux capitalistes en Belgique, l'écart salarial n'est que de 0,57% sur les 18 dernières années. De toute façon, les travailleurs savent d'expérience que les sacrifices salariaux n'empêchent pas les suppressions d'emplois, ils permettent seulement d'augmenter les profits des entreprises.

Tout est relatif

Fin septembre, Didier Bellens, le patron de Belgacom touchera son salaire : 200 000€.

Si vous êtes ingénieur, en accumulant tous les mois de salaires, vous ne toucherez cette somme que le 30 mai 2017. Mécanicien ? attendez le 30 octobre 2019. Eboueur ? Pas avant le 30 décembre 2020.

Mais bien sûr, quand les patrons disent "que les salaires sont 16% trop élevés en Belgique", ils ne parlent pas de celui de Bellens…

Il faut une solution radicale

Les ministres ont plastronné après avoir plafonné les salaires des patrons du public à 290 000 € annuels. Mais la rétribution du bourgmestre d'Ans, Stéphane Moreau, en tant que patron de Tecteo, est estimée à 480 000 €. A quoi il faut rajouter les revenus tirés de ses 18 mandats…

Les politiciens peuvent promettre tant et plus, il est impossible d'empêcher les mandataires publics d'imiter les capitalistes et d'utiliser leurs méthodes pour s'enrichir.

A moins d'imposer un contrôle ouvrier sur les entreprises et sur l'État.

Tecteo : en route vers l'infini et au-delà

Tecteo rachète le groupe de presse "L'avenir" pour 26 millions d'euros… payés en grande partie par les factures de gaz des Liégeois.

Les gesticulations des politiciens et ministres n'empêcheront rien : l'intercommunale Tecteo a transféré ses centres de décisions vers des filiales de droits privés, Tecteo Group pour les télécommunications (VOO, Brutele), Resa Services pour le gaz et l'électricité.

Tous les mandataires PS, MR et CDH, qui siègent au CA de Tecteo ont avalisé ces décisions. Il est vrai que ce n'est pas la première fois que l'argent des communes est mis au service de projets capitalistes mégalomanes. Dexia, par exemple, …

Le progrès: travailler moins et vivre mieux

Seuls 3% des pré-pensionnés sont actifs sur le marché de l'emploi, au grand dam des plumitifs et députés dont la carrière se déroule au fond d'un fauteuil. Les voilà à présent qui dénoncent les conditions "trop avantageuses" des pré-pensionnés de Ford Genk "qui les dissuaderaient de trouver du travail" et créeraient "un dangereux précédent". Mais qui va contraindre les entreprises, qui usent les jeunes ouvriers avant de les jeter, d'embaucher des quinquas ? Tout ce battage vise seulement à imposer aux travailleurs âgés de vivre encore plus pauvrement.

Les poches se vident

En 2012, 130.000 personnes en Belgique ont subi des saisies sur salaire (ou sur leur allocation de chômage, leur pension d'invalide…). Il y aurait une augmentation de 68% en un an.

Il est urgent d'imposer l'interdiction des licenciements et d'imposer le partage du travail entre tous, avec un salaire correct pour tous !

Les grands engins

Le gouvernement flamand annonce 700 millions d'euros d'économies en 2013. Quant au gouvernement wallon, il était déjà passé de la « râpe à fromage » au « scarificateur ».

Désormais, le ministre du budget utilise une « bêche » pour faire des économies.

Il ne faudra pas attendre qu'ils sortent les bulldozers pour refuser de faire les frais de la crise des capitalistes !

Même l'eau

En 2012, près de 6 000 ménages ont été privés d'eau potable en Belgique, faute d'avoir pu payer leurs factures qui ont augmenté de 47% en 6 ans. Une situation dramatique pour ces familles et pas seulement en cas de canicule.

Oui, dans le capitalisme, seuls ceux qui savent payer ont le droit de se loger, de se soigner, de se nourrir correctement… et même de boire !

Mais un système qui est incapable de fournir de l'eau potable à tout le monde dans un pays où il pleut en moyenne 200 jours par an, est un système qui se condamne lui-même !



Vases communicants

Plus de 5 000 coupures d'eau ont été effectuées en Flandre, contre quelques 700 en Wallonie. Un déséquilibre que le gouvernement wallon s'efforce de supprimer : parmi les économies décidées au niveau wallon figure le gel des dépenses du fonds social de l'eau, une économie chiffrée à 13 millions.

La réforme de l'État : un plan d'austérité de grande envergure !

Juste avant les feux d'artifices et les joyeuses entrées, sorties et vas et viens de la tribu royale, les gouvernements ont décidé un certain nombre de mesures qui n'auront pas du tout l'allure de fête pour la population.

La plus importante en est la réforme de l'État. Dans les mille pages compréhensibles seulement pour une poignée de spécialistes, se cache un plan d'austérité de grande envergure qui aura des conséquences dramatiques.

Non seulement ce texte compliquera encore un peu plus la vie en Belgique et introduit quelques aberrations en plus, comme des règles différentes dans le code de la route entre les différentes régions ou encore la régionalisation des allocations familiales qui ne seront plus les mêmes au nord et au sud du pays. Bonne chance aux familles recomposées domiciliées dans deux régions différentes !

Pire, elle introduit une concurrence permanente entre les régions en matière de « politique d'emploi ». Les montants dont disposeront les régions vont dépendre de la « mise au travail des chômeurs ». Les emplois sont de plus en plus rares et les gouvernements en suppriment eux-mêmes dans les services publics pour éponger le déficit dû aux cadeaux aux capitalistes. Mais c'est la région qui sanctionnera le plus ses chômeurs qui maintiendra son budget. Ce sera terrible là où les licenciements massifs de ces derniers temps ont rendu le chômage massif comme au Limbourg, à Liège ou à Charleroi. Mais même là où le chômage est moins important, le fait de forcer les chômeurs à accepter n'importe quel travail, à n'importe quelle condition, introduit une formidable pression vers le bas sur les salaires.

Partout, la pauvreté croîtra de même que le pillage des caisses de la sécurité sociale par le patronat.

Et puis, cette réforme oblige à des économies pour les années à venir. Un budget annuel de 20 milliards sera transféré aux régions avec des compétences correspondantes. Mais d'ici 2016, les régions devront faire des économies de 2,5 milliards d'euros, c'est-à-dire que ce budget (qui relève à 85% de la sécurité sociale) sera réduit de plus de 12% en trois ans. C'est dire que l'accueil des personnes âgées qui est une des compétences transférées ne s'améliorera pas. Le manque d'argent ainsi créé pourra même servir de prétexte pour le privatiser.

Avec la réforme de la loi spéciale du financement qui règle les transferts de la Flandre plus riche vers la Wallonie et Bruxelles plus pauvres, les budgets transférés ne seront plus indexés et commenceront à disparaître à partir de 2022.

L'argent ainsi économisé par le gouvernement de la Flandre ne profitera pas aux travailleurs de cette région. Déjà le discours des politiciens flamands qui voulaient faire croire que l'autonomie profitera à tous les Flamands, y compris les travailleurs, est oublié. Oublié le « jobkorting », cette minuscule baisse d'impôt pour les travailleurs en Flandre, enterrée l'assurance hospitalisation gratuite en Flandre. Aujourd'hui, le ministre-président flamand Kris Peters prévient que plus d'autonomie veut avant tout dire plus d'efforts, de la part des classes laborieuses s'entend.

Et même le petit patronat flamand qui a pesé de tout son poids pour pousser la régionalisation la plus loin possible n'évitera pas les difficultés dans la jungle capitaliste où les gros mangent les petits. Il espérait augmenter ses profits en détricotant la sécurité sociale. Mais la crise est toujours plus dévastatrice. Alors la réforme de l'Etat, et l'austérité qui en découle, profiteront avant tout au grand capital. Mais ce sont les travailleurs qui ont besoin d'un salaire pour vivre, qui trinquent en premier.

Cette manière de sous-traiter l'austérité aux régions va servir à diviser les travailleurs. Nous serons tous attaqués, mais chacun dans « sa » région par « son » gouvernement régional. Les gouvernements et les capitalistes espèrent ainsi pouvoir morceler la protestation et l'affaiblir, voire monter les travailleurs les uns contre les autres. On entend d'ici les politiques wallons expliquer que l'austérité c'est la faute aux Flamands soi-disant « égoïstes ». Et leurs pendants flamands que c'est la faute des Wallons accusés d'être « fainéants ». Mais chaque recul pour les travailleurs dans une région sera forcément suivi d'un recul dans l'autre.

Il ne faut pas nous laisser prendre dans ce piège. Qu'on parle flamand ou wallon (ou italien, espagnol, arabe, grec…), les travailleurs doivent s'unir pour avoir la force nécessaire d'imposer un recul au patronat et aux gouvernements. La seule politique qui vaille pour les travailleurs est celle-là.

Enseignement

"Priorité à l'enseignement"

Dans l'enseignement de la Communauté française, le budget par élève a été diminué de 23% pour cette année 2013-2014. 40 000 enfants "étudient" dans des classes containers. A Bruxelles, les écoles sont pleines à craquer. Et la situation va continuer à se dégrader rapidement : pour faire face à l'augmentation de la population scolaire, il faudrait 39 000 nouvelles places en 2020. Les gouvernements wallons et bruxellois en ont prévu… 17 000 !



L'enseignement, une priorité ?

La ministre de l'enseignement de la Communauté française, Marie-Martine Schyns - CDH prétend que "l'enseignement est une priorité du prochain plan Marshall". Difficile de la croire. Ce lundi, 40 000 enfants sont rentrés… dans "une classe conteneur". Les responsables de cette situation ? Ce sont justement les collègues de la ministre au gouvernement wallon.

"Priorité aux jeunes"

Pour convaincre les entreprises d'accepter plus de stagiaires dès 15 ans, la ministre Milquet veut offrir aux patrons près de 200 millions d'euros de baisses de charges sociales supplémentaires. Quand aux entreprises qui embaucheraient un jeune sans qualification, la ministre est prête à payer leur salaire jusqu'à 1000 € par mois. Un peu cher pour former ces jeunes travailleurs à l'expérience de la précarité et de l'exploitation. L'argent que les ministres ne veulent pas mettre dans l'école, ils sont prêts à en faire cadeau aux patrons !

Le "coup de pouce" de la rentrée

L'allocation de rentrée scolaire 2013 a été baissée de 15%, et elle sera réduite à nouveau du même montant l'année prochaine. Les petits ruisseaux font les grandes rivières pour renflouer Dexia et arroser de subsides les capitalistes.

Sacrifiés

Le nombre d'enfants intégrés dans l'enseignement spécialisé a augmenté de plus de 20% en 15 ans. Bien sûr, ce n'est pas le handicap mental qui a augmenté, c'est l'exclusion sociale.

Les directions d'écoles, incapables, faute de moyens, d'assurer une remédiation scolaire, intimident ou trompent les familles défavorisées et font pression sur les centres PMS pour se débarrasser des enfants en échec vers l'enseignement spécialisé. Et seuls 5% de ces enfants obtiendront un diplôme…

L'avenir : imposer des embauches par nos luttes !

Le Forem vient de faire une liste des « métiers d'avenir ». Voici quelques exemples : nettoyeur de panneaux photovoltaïques, médiateur numérique, dépollueur de voitures... et même « sourceur », un spécialiste du recrutement qui cherche et trie les CV pour des postes précis en un minimum de temps !

En tout cas, « baratineur sur l'emploi » c'est un métier du présent !

Charleroi

Quand une ville chasse ses habitants...

Pour faire place aux projets immobiliers du bourgmestre Paul Magnette, la ville de Charleroi tente de déloger les pauvres du centre-ville. 65 expulsions auraient eu lieu depuis le mois de mai.

Il n'est pas difficile, lors d'une visite de pompiers, de constater que les maisons divisées en de trop nombreux logements par des propriétaire sans scrupules "ne sont pas conformes aux normes de sécurité". Après quoi, certains locataires ont reçu de la police communale l'ordre de quitter leur domicile en 48h.

Une politique qui combinée à la pénurie de logements sociaux, vise clairement à repousser les milieux populaires vers la périphérie de la ville.

Charleroi : le règlement de la honte

Le nouveau règlement sur la mendicité de Charleroi prévoit l'obligation quotidienne pour les mendiants de se déplacer vers une autre agglomération. Une façon, selon le bourgmestre Paul Magnette " de renforcer la solidarité entre tous les Carolos" (puisque tout le monde pourra donner).

Il y a un siècle, "la solidarité" signifiait, pour les socialistes, unir les forces des exploités contre les patrons responsables du chômage et de la misère. Aujourd'hui, c'est un prétexte pour faire dégager les pauvres et se livrer à la spéculation immobilière.